

## Du dialogue international au dialogue écologique

*Agricultrice dans le Maine-et-Loire et mère de trois enfants, Christiane Lambert et son mari exploitent une ferme qui allie polyculture et élevage porcin. Depuis l'âge de 19 ans, elle milite dans le syndicalisme agricole, d'abord au CNJA puis à partir de 2001 à la FNSEA dont elle devient vice-présidente. Rencontre avec une actrice majeure du secteur.*



**Changer - Comment êtes vous entrée en contact avec le Dialogue entre agriculteurs (DEA) ?**

**Christiane Lambert** - J'ai connu le Dialogue par un agriculteur du Maine-et-Loire, militant de l'association, qui, via cette initiative, avait eu l'occasion de participer à des rencontres à l'étranger. Cette démarche m'a paru très intéressante. En 2006 j'ai été invitée à intervenir à Caux sur le thème « la mission de l'agriculteur : difficultés et enjeux » (voir *Changer* n°322 p.22-23). J'ai beaucoup apprécié l'échange direct entre agriculteurs de différents milieux, situations et pays. Quand on va à Caux, tout prédisposé à y revenir !

**Ch - Comment décririez-vous la spécificité du DEA ?**

**CL** - Il permet de découvrir la situation agricole des autres pays. C'est aussi un lieu de débat pour se ressourcer. Les agriculteurs qui y participent sont impliqués et se sentent investis de la mission de rendre compte à leur retour et d'essayer les idées nouvelles qu'ils ont découvert pendant les rencontres.

**Ch - Vous avez accueilli un Américain dans le cadre de la rencontre d'agriculteurs. Qu'en retirez-vous ?**

**CL** - D'abord, des points communs : un fort attachement à la terre et au travail en famille, l'esprit d'entreprise et un optimisme communicatif. Et bien sûr, des différences : la dimension des espaces, la solitude (il y a moins d'organisations collectives aux USA), une conjonction d'organisations de marché et des politiques agricoles très différentes. Mais ce qui a été intéressant, c'est l'échange d'expériences.

**Ch - Le 27 novembre, vous êtes intervenue sur le thème du réchauffe-**

**ment climatique (voir article p.10). Quel bilan en tirez-vous ?**

**CL** - J'ai été marquée par le tour du monde des réalisations et des prises en compte du défi de l'équilibre entre environnement et alimentation. Il est intéressant de voir comment les gens l'appréhendent et l'intègrent plus ou moins vite. Il faut rester modeste sur nos expériences de pays développés et riches. La capacité d'initiative et de changement est forcément différente d'un pays à l'autre. Les résistances au changement sont parfois plus fortes dans les pays qui vivent sur leurs acquis, alors que quand tout est à faire on est motivé pour aller vers du mieux. Il est intéressant aussi de voir comment les autres pays voient ce que nous faisons.

**Ch - Vous parlez de la capacité d'initiative et de changement. Selon vous, de quel changement avons-nous besoin en France dans le domaine agricole ?**

**CL** - Il me semble que c'est la mise en mouvement des acteurs dans le domaine du changement climatique. Il faut que tous se mettent d'accord sur la nécessité d'agir et de faire différemment. Mais il faut d'abord trouver en soi les éléments de conviction : c'est à ma portée, je peux jouer un rôle. Il faut aussi trouver le juste équilibre entre ce que l'on veut faire et ce qui est possible économiquement..

**Ch - Justement, vous avez participé au Grenelle de l'environnement, au sein du groupe gouvernance écologique. Pensez-vous que cela sera une étape majeure vers ce changement nécessaire mais difficile ?**

**CL** - Grenelle a beaucoup surpris les gens qui y ont participé. Il y a eu un dialogue très important entre des ac-

teurs qui n'ont pas l'habitude de se côtoyer. Un vrai travail pour s'approprier, pour se mettre d'accord sur une analyse de la situation, un consensus minimum sur l'état des lieux et une discussion dense sur ce qu'il faut faire, les moyens et l'accompagnement nécessaires. Les agriculteurs ont exprimé le besoin d'être mieux compris sur les contours de leur métier, dans un contexte international qui rend très difficile d'imposer des règles nationales sans mettre en péril la rentabilité des exploitations agricoles. Il est important qu'il n'y ait pas rupture d'intérêt entre les donneurs d'ordre et les exploitants. C'était très intéressant et pas gagné d'avance. En trois mois et demi, nous avons fait un travail concret, profond et respectueux des différences. Nous serons attentifs à la mise en œuvre des décisions, au travers des comités de suivi et lors de Grenelle +1 qui aura lieu en octobre 2008. Le rendez-vous est pris. Indéniablement, les agriculteurs sont attendus sur des sujets majeurs : réduction significative de l'usage des produits phytosanitaires ; conversions plus nombreuses à l'agriculture biologique pour atteindre 20% des surfaces en 2020 ; souhait de certification « Haute Valeur Environnementale » de 50% exploitations en 2012 ; amélioration de l'autonomie énergétique des exploitations par les économies de consommation mais aussi par la production d'énergie (biocarburants, photovoltaïque etc.) ; meilleur respect de la biodiversité. Il s'agit d'un grand défi pour lequel les agriculteurs ont besoin de temps et d'accompagnement. Ce défi environnemental et énergétique s'ajoute au défi alimentaire et représente opportunités et contraintes. A nous agriculteurs de le rendre « soutenable ».

*Propos recueillis par Laurence Le Moing*